

De Jeanne d'Arc à l'atlantisme européiste, 600 ans de trahisons des élites françaises

Publié le [12 juin 2016](#) par [zeveigneur](#)



La trahison des élites vis à vis de la nation n'est pas un fait récent dans l'histoire de France [1].

En effet, avant d'analyser le processus de la construction européenne contre les peuples, trois exemples historiques significatifs seront évoqués.

Le premier concerne le traité de Troyes durant la guerre de cent ans suivi par le procès de Jeanne d'Arc en 1431, puis le cas Adolphe Thiers en 1870 associé aux élites royalistes et enfin le régime de Vichy à partir de 1940.

Au delà de la simple trahison, les motivations de ces actes qui finissent toujours dans la poubelle de l'histoire sont à rechercher du côté de la défense d'intérêts privés ou personnels au détriment de ceux de la nation. Une autre cause est liée à la croyance en l'incapacité de la France à surmonter de graves difficultés rencontrées à certaines périodes de son histoire.

La construction Européenne dont chacun constate aujourd'hui l'échec cuisant n'est que le dernier avatar de ce comportement historique et récurrent. Cette Europe fut vendue aux populations grâce à une rhétorique panglossienne où l'on promet monts et merveilles.

Après plus de trente ans où, à l'instar de l'ex URSS, la réussite de ce projet est toujours annoncée pour le lendemain, il est urgent de faire machine arrière et de retourner à la bifurcation où l'on s'est trompé de route afin de reprendre le bon chemin.

SOMMAIRE

[1. La guerre de 100 ans, Charles VII et Jeanne d'Arc](#)

[2. 1870, le double jeu d'Adolphe Thiers avec Bismarck et le massacre de la commune de Paris](#)

[3. Vichy, trahison et défaitisme des années 30](#)

[4. La construction européenne, le passage d'une soumission à une autre](#)

[5. Conclusion](#)

1. LA GUERRE DE 100 ANS, CHARLES VII ET JEANNE D'ARC

[La guerre de 100 ans](#) qui dura en réalité 116 ans offre une bonne illustration historique de la tendance manifeste à la trahison du peuple par une partie de ses élites.

Ce conflit, démarré en 1337, avait pour enjeu la mainmise du royaume d'Angleterre sur celui de France à travers respectivement la dynastie Plantagenet et celle des Capétiens.

Au début du XVe siècle, le pays est divisé en trois secteurs :

- le nord-ouest et l'Aquitaine occupés par les anglais
- l'est, terre des Bourguignons
- le sud de la Loire, territoire des Orléanais ou Armagnacs

Les objectifs Anglais sont simples, ils veulent conquérir la France par tous les moyens, qu'ils soient militaires ou politiques.

Durant ce long conflit, l'avantage oscille d'un côté à l'autre sur fond de [guerre civile](#) entre Armagnacs et [Bourguignons](#).

Cette guerre civile a pour origine l'assassinat de [Louis d'Orléans](#) par le bourguignon [Jean Sans peur](#) le 23/11/1407.

Pour des [raisons économiques et théologiques](#), ce dernier fait ensuite alliance avec les Anglais. La terminologie moderne parlerait de collaboration avec l'ennemi étranger.

Les Bourguignons sont par conséquent, opposés politiquement aux Orléanais en guerre contre les Anglais. Le territoire des Bourguignons ressemble par ailleurs étrangement à une émanation de la [Lotharingie](#), l'un des trois royaumes issus de l'héritage de Charlemagne.

Les Orléanais fidèles au dauphin légitime du trône de France [Charles VII](#), appelés aussi [Armagnacs](#), peuvent être qualifiés de souverainistes. Ils considèrent que la couronne de France ne peut être cédée aux anglais.



Philippe Le Bon

Le fils de Jean sans Peur, [Philippe le bon](#) souverain des Bourguignons, profitant de l'affaiblissement du roi de France [Charles VI](#) atteint de démence réussit avec la complicité d'[Isabeau de Bavières](#) à lui faire signer en 1420 le [traité de Troye](#).

Le traité de Troye

Ce traité stipule que l'héritier légal du roi de France Charles VII sera dépossédé du royaume de France au profit du roi d'Angleterre Henry V.



Pierre Cauchon

L'université de Paris avec à sa tête le recteur [Pierre Cauchon](#) un arriviste ayant choisit de s'associer aux Bourguignons et aux anglais, ainsi que les états généraux du nord de la France, n'hésitèrent pas à ratifier ce traité offrant ainsi les rênes du pays à un souverain étranger.

Le dauphin légitime Charles VII ne régnait alors plus que sur une partie tronquée du territoire située au sud de la Loire. La résistance aux Anglais était rendue très difficile pour ce dernier du fait d'un manque de ressources au sein de ce qui restait du royaume de France.

Jeanne d'Arc

L'arrivée de [Jeanne d'Arc](#), symbole de la résistance du peuple de France contre l'invasion étrangère, renversa le cours de l'histoire.

Ses étonnants succès militaires mis au service du dauphin Charles VII permit à ce dernier de récupérer la légitimité du royaume de France en allant se faire sacrer à Reims à la suite de la célèbre [chevauchée](#) éponyme.

Jeanne d'Arc fut alors capturée par les Bourguignons en 1430 lors d'une tentative armée pour libérer la ville de Compiègne. Elle fut alors jugée par l'évêque Cauchon, selon un [procès pour sorcellerie](#) « arrangé » sur ordre des anglais auxquels elle fut vendue par la suite puis brûlée à Rouen (territoire anglais).

Charles VII et la rançon de Jeanne payée 600 ans après !

Certains historiens considèrent que Charles VII [trahit Jeanne d'Arc](#) car il n'aurait rien fait à l'époque pour tenter de la sauver.

Cependant, les données manquent pour trancher sur ce point.

Sachant que Jeanne était retenue en plein cœur du territoire ennemi, le roi de France n'avait pas forcément [les moyens de lancer une opération de récupération](#). Il semble cependant qu'une expédition commando fut tentée sans succès pour la libérer, le problème de la rançon par contre n'a pas été éclairci, nul ne sait si le roi de France a tenté de régler cette dernière. D'une certaine manière, cette rançon finit récemment par être payée lorsque Philippe de Villiers [racheta aux Anglais](#) en 2016 l'anneau de Jeanne d'Arc pour le Puy du Fou !

On accordera donc le bénéfice du doute au roi Charles VII.

Aucun doute en revanche pour ce qui concerne Philippe Le Bon, Pierre Cauchon, et les Bourguignons.

La guerre de 100 ans se termina après le retour négocié des Bourguignons dans le royaume de France (paix d'Arras) et la victoire finale sur les anglais.

2. 1870, LE DOUBLE JEU D'ADOLPHE THIERS AVEC BISMARCK ET LE MASSACRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Le 1er septembre 1870, le [désastre de Sedan](#) qui vit l'empereur [Napoléon III](#) et son général en chef [Mac Mahon](#) faits prisonniers par le prussien Bismarck conduisit à la chute du second empire.

En effet, trois jours plus tard la [commune de Paris](#) répudia l'empire et décrète la République. La commune de Paris était un mouvement populaire que les élites nommeraient aujourd'hui « populiste » dont les acteurs étaient des « sans dents ». Ce mouvement pouvait être qualifié comme appartenant à une gauche de type proudhonienne à coté de celle du Marxisme jacobin violent et de celle du libéralisme bourgeois [2].

La guerre n'était pour autant pas terminée car la [citadelle de Metz assiégée](#) par les 170 000 hommes du prince [Frédéric Charles de Prusse](#) continuait à résister sous le commandement des troupes du [maréchal Bazaine](#).

Paris également assiégée par les 40 000 Bavares de Bismarck résistait également grâce aux [gardes nationaux](#) de la commune.

Très rapidement, [Léon Gambetta](#) à Tours met sur pieds [une armée](#) bien équipée d'environ 120 000 hommes. Lorsqu'il rencontre [Adolphe Thiers](#) [3] le 21 octobre 1870, il lui annonce qu'il va lancer son armée le 29 sur la capitale pour briser le siège de Paris.

Sans tomber dans l'uchronie, on peut très raisonnablement supposer que cette opération n'aurait pas pu échouer [3]. Après avoir battu les Bavares, il suffisait ensuite d'aller déloger l'armée du prince de Prusse qui assiégeait la ville de Metz renversant ainsi le cours de la guerre.

Cependant, les choses ne se déroulèrent pas du tout comme cela [3].



Adolph Thiers

En effet, le fameux [Adolphe Thiers](#) assoiffé de pouvoir représentait en réalité les intérêts de la classe dirigeante bourgeoise (appelée aujourd'hui oligarchie). Cette dernière voyait d'un très mauvais œil l'expérience de la commune révolutionnaire qui risquait à terme de mettre en péril ses propres intérêts.

Thiers mis donc en place un plan que l'on peut qualifier de trahison caractérisée envers la nation.

Il n'hésita pas à nouer une alliance secrète avec Bismarck qui, en échange de la cession de l'Alsace-Lorraine à la Prusse allait l'aider à se débarrasser des communards.

Le premier acte de trahison consista donc à convaincre le général [d'Aurelle de Paladine](#), commandant de l'armée de Tours sous les ordres de Gambetta, de tergiverser par des manœuvres dilatoires afin de ne pas lancer l'offensive contre les troupes qui assiégeaient Paris.



Maréchal Bazaine

Le [second acte de trahison](#) fut le fait du [maréchal Bazaine](#), en effet, sans raison apparente (à moins qu'il n'en ai reçu l'ordre), [ce dernier capitule](#) le 28 octobre et livre la ville de Metz aux troupes prussiennes ainsi que la totalité du matériel de guerre, les 150 000 soldats français sont faits prisonniers.

La messe était dite, les troupes du prince de Prusse n'avaient plus qu'à aller rejoindre celles de Bismarck au sud de Paris afin de défaire l'armée de la Loire.

Enfin, Bismarck remplit la partie de son contrat avec Thiers en libérant le vaincu de Sedan, le général Mac Mahon et son armée qui furent alors chargés de massacrer les parisiens de la commune sur ordre de Thiers. Environ 30 000 hommes, femmes et enfants périrent sous le feu de ceux que l'on appela les « Versaillais », car les [accords avec les prussiens furent négociés à Versailles](#)...

L'année 1870 vit donc une collaboration des élites du pays avec l'ennemi s'étant terminée par un *mini génocide de la population parisienne* [3].

Adolphe Thiers, le second président de la république française, fut sans doute l'un des pires traîtres que connut la France.

Il fut avant l'heure un précurseur pour des raisons d'ambitions personnelles et de politique intérieure, de ce que l'on allait vivre avec le maréchal Pétain quelques 70 années plus tard.

3 : VICHY, TRAHISON ET DÉFAITISME DES ANNÉES 30.

Les causes du désastre de juin 1940, qui précéda le régime de Vichy, sont à rechercher dans le contexte des années 30 au sein d'une troisième république chroniquement instable.

Les décideurs politiques de l'époque firent preuve d'un mélange d'impéritie, de défaitisme, de pacifisme et peut être même pour certains de trahison.

Pacifisme bêlant et politique défensive

Le traumatisme de la première guerre mondiale avec ses pertes humaines colossales avait induit un syndrome du « plus jamais ça », non seulement dans la population, mais également dans une partie significative des élites.

L'engagement en politique des mouvements dits « Démocrates chrétiens » en Europe devait inciter les peuples à se fédérer autour du concept de « Divin » bannissant toute forme de conflit entre eux.

En particulier, en France [4] le [Parti Démocrate Populaire](#) (PDP) milite pour un rapprochement pacifiste entre la France et l'Allemagne.

Ces derniers avaient seulement oublié que pour vivre en paix, il faut que les deux parties le souhaitent. En effet, en face, l'Allemagne nazie d'Hitler surfait sur les frustrations du peuple allemand à la suite de l'humiliation de 1918 et de la paupérisation qui s'ensuivit.

Ce dernier rappela que le pays n'avait pas perdu la guerre car son territoire n'avait pas été envahi. La volonté de revanche et la remilitarisation effrénée de l'Allemagne ne pouvaient échapper à un quelconque observateur lucide.

En France, le pacifisme bêlant d'une partie de la classe politique contribua à empêcher un réarmement suffisant ainsi que l'établissement d'une doctrine de type offensive (*) qui aurait pu dissuader l'Allemagne de s'attaquer aux alliés de la France et de la Grande Bretagne.

On préféra une politique défensive à travers la construction à grands frais de la fameuse [ligne Maginot](#) même si cela ne fut pas un concept si inefficace qu'on le dit si souvent.

En effet, elle obligea les allemands à attaquer au nord en passant à travers la Belgique. Elle remplit ensuite parfaitement son office dans les alpes lorsque l'Italie de Mussolini lança contre la France une attaque en traitre le 20 juin 1940, ils furent stoppés par les fortifications de la ligne puissamment armées en pièces d'artillerie.

(*) Cependant théorisée en 1934 par le colonel De Gaulle.

Incompétence des élites

Du point de vue militaire, le véritable effort de réarmement ne fut entrepris qu'à partir de 1936 durant le mandat de Léon Blum. La responsabilité de Pétain dans la relative inaction des années précédentes est clairement engagée même s'il ne fut pas le seul responsable.

Hormis le fait que le réarmement fut bien trop tardif, il faut observer également que les tactiques militaires n'avaient pas évolué en France depuis la guerre précédente.

La France était en retard d'une guerre.

Un tacticien brillant, le colonel De Gaulle, avait préconisé en 1934 de nouvelles approches basées sur de grandes concentrations de blindés (*) mais il ne fut pas entendu de ce côté du Rhin, il le fut par contre en Allemagne où ses homologues exploitèrent ses théories sur le champ de batailles avec les succès que l'on sait.

Coté défense, la ligne Maginot très puissante le long de la frontière Franco Allemande ainsi que dans les Alpes n'avait pas été suffisamment fortifiées le long de la frontière Belge créant ainsi un maillon faible.

Les experts militaires, Pétain en tête, avaient la certitude ou du moins le prétendirent t'ils, qu'un passage en masse de troupes mécanisées à travers les Ardennes Belges était impossible.

(*) « [Vers l'armée de métier](#) » – 1934

1939 : la drôle de guerre puis la guerre pas drôle

Après avoir avalé les deux couleuvres de la réoccupation de la Ruhr (1936) et du double Anschluss Autriche et Sudètes (1938) [5], les franco-anglais considérèrent -enfin- que cette fois, la ligne rouge avait été dépassée avec l'invasion de la Pologne par Hitler en 1939.

La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Allemagne.

Le choix de la stratégie militaire française ayant été fait sur un mode défensif, ces derniers se contentèrent d'amasser des troupes aux frontières puis d'attendre !

Hitler put donc tranquillement terminer sa guerre en Pologne qui lui permit de tester ses options stratégiques et tactiques innovantes.

Gageons que si la France et la Grande Bretagne avaient immédiatement ouvert un second front à l'ouest, la situation militaire en aurait été fortement compliquée pour l'Allemagne.

La bataille de France : le désastre en 6 semaines

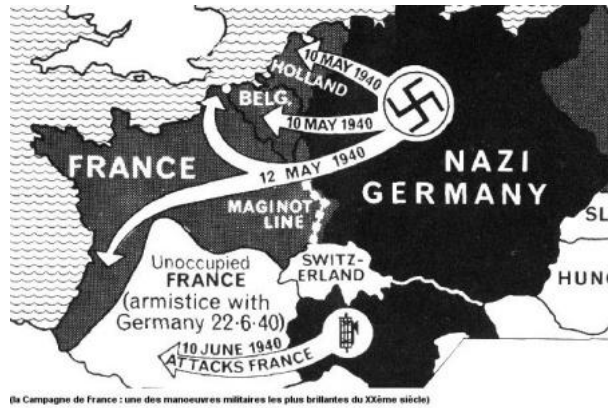
Malgré sa supériorité aérienne flagrante, (3 pour 1), l'armée allemande n'était pas plus puissante en nombre d'unités blindées et en troupes au sol que celle de la France.

La différence se fit d'abord au niveau de la doctrine, offensive pour l'Allemagne, défensive pour la France.

La victoire militaire de l'armée allemande se construisit au [niveau stratégique](#) en décidant l'invasion de la Belgique au nord pour attirer le gros des troupes d'élite franco-anglaises dans cette zone. La véritable attaque se préparait en fait au nord-est à [Sedan](#), point le plus faible de la ligne Maginot avec la traversée des Ardennes belges par l'infanterie mécanisée de la Wehrmacht.

La supériorité fut également une réalité au niveau tactique avec une synchronisation poussée entre l'aviation et les groupes de chars d'assaut, technique largement inspirée des idées de Charles De Gaulle qui selon le proverbe ne fut pas prophète en son pays.

L'état major français fut de surcroit impardonnable de ne pas avoir tenu compte de cette tactique déjà employée par la Wehrmacht lors de l'[invasion de la Pologne](#) presque un an avant.



Le général allemand [Guderian](#) démarra sa [percée vers Sedan](#) par une première phase de bombardements aériens massifs à l'aide des redoutables chasseurs en piqué [Stuka](#) puis, les armadas de chars synchronisés par radio aux unités aériennes entraînent en jeu pour terminer le nettoyage.

Cette tactique permit une avancée ultra-rapide de l'armée allemande qui, bifurquant brusquement vers l'ouest, put encercler l'armée franco-britannique présente en Belgique au nord, ce fut le fameux « [effet faucille](#) » .

Le résultat fut une panique dans les rangs des états majors, avec le rembarquement en catastrophe de l'armée anglaise à Dunkerque qui y laissa tout son matériel.

16 juin 1940 : panique à bord

En juin 1940, le polytechnicien [Albert Lebrun](#), président de la République, désespéré par la tournure prise par la guerre, fait appel au Maréchal Pétain dont l'image (surfaite) pour l'opinion reste celle du héros vainqueur de Verdun. Ce dernier est donc nommé président du conseil par Lebrun, soit l'équivalent de notre premier ministre mais avec le plein pouvoir exécutif sous la troisième République.

Pour Pétain, le but est atteint [6].

Ce dernier accepte de revenir aux affaires à condition de ne pas être impliqué dans la stratégie militaire ! Après sa prise de pouvoir, il constitua son gouvernement en quelques heures seulement [6] puis demanda immédiatement l'armistice.

Hitler en devint fou de joie, de tous les pays d'Europe envahis par ses armées, il n'avait trouvé dans aucun d'entre eux un « local » prêt à gouverner pour le compte de l'Allemagne...sauf en France (*) !

En 1924, dans son « Mein Kampf », Hitler avait écrit « il faut faire gouverner les vaincus par les vaincus eux même afin qu'ils s'enfoncent dans l'esclavage et que la servitude leur devienne naturelle ».

(*) Cela économisa environ 25 divisions à l'Allemagne.

La suite est connue, Pétain obtint légalement les [pleins pouvoirs de la part de l'assemblée nationale](#) avec 569 voix pour et 80 voix contre.

A la décharge de cette assemblée, cette dernière ne savait peut être pas ce que préparait Pétain.

Ce dernier le 11/07/1940, [par trois « actes constitutionnels »](#), se proclame chef de l'État français et s'arroge tous les pouvoirs.

Ce fut l'acte constituant du fameux régime totalitaire de Vichy, incluant également les communistes.

Un régime de collaboration zélé avec l'occupant, la chasse aux juifs ([rafle du Vél' d'Hiv'](#)) et aux résistants avec la [milice](#), un ramassis de « nazis français », créée par Pétain lui même.

N'oublions pas non plus la collaboration évidemment totale de la finance, mais également des grandes entreprises françaises [5] qui durent par conséquent se faire oublier à la libération, ouvrant la voie à l'application du [programme du CNR](#).



Philippe Pétain

Le cas Pétain

Le maréchal Philippe Pétain était une figure extrêmement populaire dans la population française car il était considéré comme le héros de Verdun en 1916. Même s'il réalisa en effet des actions positives lors de son passage sur le front, il n'en fut cependant pas le vainqueur car il fut transféré au bout de 2 mois alors que cette bataille en dura 10 [7].

Le maréchal Foch déclara dans ses mémoires que c'est le général [Nivelle](#), par ailleurs surnommé « le boucher » (*), qui fut le véritable vainqueur de Verdun.

C'est probablement le storytelling de l'époque servi aux français qui fit de Pétain un héros, il est vrai que l'homme possédait un charisme naturel à défaut d'autres qualités.

En réalité, Pétain était un homme d'extrême droite, antisémite, admirateur de [Charles Maurras](#) et de l'[Action Française](#).

Il pensait que les régimes autoritaires fascistes étaient le meilleur rempart contre les bolcheviks et ...le socialisme de Léon Blum.

Dès le début des années 30, une partie de la droite française souhaitait ardemment une défaite militaire de la France afin de pouvoir mettre en place un régime autoritaire en lieu de place de la république. Pétain faisait partie de cette frange [7], et il se préparait déjà à une telle prise de pouvoir ultérieure.

Certains historiens [5] commencent même à estimer à l'étude des archives déclassifiées que Pétain avait comploté dans les années 30 pour contribuer à la défaite de la France contre les allemands.

Ce dernier fut mandaté comme ambassadeur en Espagne juste avant 1940, était ce pour se former aux méthodes totalitaires de Franco ?

(*) car il faisait peu de cas de la vie de ses soldats sur le champ de bataille.

Le discours du 17 juin et l'appel du 18

Il est très parlant de mettre en parallèle les discours respectifs du maréchal Pétain et celui du général De Gaulle prononcé – ce n'est pas un hasard- le lendemain.

Le 17 juin 1940, Pétain prononce un discours de [vaincu et de soumission à l'Allemagne](#).

De Gaulle lui répond et lance son fameux [appel du 18 juin](#) à la résistance contre l'Allemagne assurant avec certitude que la situation se retournera un jour car la guerre qui va devenir mondiale est loin d'être terminée.

Les vrais vainqueurs des allemands

Rappelons enfin que ce sont bien les Russes et non pas les Américains qui ont vaincu l'armée allemande au prix de lourdes pertes avec comme point d'orgue l'[opération Bagration](#).

Le débarquement américain en Normandie ne fut décidé que pour éviter que l'Union Soviétique ne libère elle-même toute l'Europe de l'ouest et donc éviter que cette dernière ne tombe aux mains des soviétiques. Pour être complet, il faut noter à la décharge des américains qu'un [effort significatif](#) de livraison de matériel de guerre à la Russie fut réalisé durant le conflit.

Charles de Gaulle, l'homme providentiel

Après la libération, la France aurait pu passer directement d'une vassalisation à une autre. En effet, le président américain Franklin Delano Roosevelt avait prévu une stratégie d'occupation américaine du

territoire avec l'[AMGOT](#) (Allied Military Government of Occupied Territories).

L'AMGOT était un plan de mise en place d'une administration militaire anglo-américaine dans les pays libérés par les alliés, en particulier en France. De plus, une monnaie indexée sur le dollar devait être mise en circulation, elle fut qualifiée de fausse monnaie par le général De Gaulle.



« Fausse monnaie » américaine

Roosevelt avait facilement trouvé des « collaborateurs » français pour la mise en œuvre de ce plan, comme par exemple le général [Giraud](#), l'un des nombreux ennemis du général De Gaulle.



Général Henry Giraud

Ce dernier avait bien compris que la [stratégie américaine](#) consistait à remplacer une occupation par une autre, cette partie de l'histoire est très bien décrite par le général lui-même lorsqu'il [refusa de commémorer](#) le débarquement allié en 1964 [8].

Il réussit à faire échouer ce plan grâce à la mise en place immédiate d'un gouvernement souverain sur le sol français : le [GPRF](#).

Cette acte était parfaitement légitime de la part de celui qui dès la défaite militaire avait appelé en juin 40 à la conservation de la souveraineté et à la résistance à l'envahisseur.

Il réussit également à obtenir pour la France un siège au conseil de sécurité de l'ONU, privilège strictement réservé aux vainqueurs de la guerre.

4. : LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, LE PASSAGE D'UNE SOUMISSION A UNE AUTRE

« *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* »

[Citation](#) de Jean Claude Juncker – Président de la commission européenne en janvier 2015

Avant d'être nommé président de la commission européenne, Jean Claude Juncker était le président du Luxembourg, petit pays de l'UE, [champion de l'évasion fiscale des multinationales](#).

Cette déclaration édifiante se passe de commentaires.

Cependant, comment en est on arrivés là ?

Pour comprendre la généalogie des événements, il faut remonter 70 ans en arrière.

Après avoir occupé la [présidence transitoire](#) durant 14 mois jusqu'à novembre 1945, le général De Gaulle

décide de quitter le pouvoir suite au retour de la politique politicienne des partis.

Après l'échec de l'AMGOT, les américains avaient un autre plan pour mettre la France et l'Europe occidentale sous leur hégémonie. Ils avaient également besoin d'un homme à eux dans le cercle des personnages d'influence du pays, le choix évident s'est porté sur Jean Monnet.

Jean Monnet, un homme à la solde des américains

Fils d'un négociant en Cognac, Jean Monnet fut l'un des hommes clés de ce qui allait devenir bien plus tard la construction européenne.

En effet, à l'instar de certains qui firent le choix de se soumettre au plus fort, à savoir l'Allemagne, Jean Monnet fit quant à lui le choix de la soumission aux États-Unis [9].

Comme l'avait anticipé Tocqueville dès 1835, les États-Unis allaient finir par devenir la puissance mondiale dominante, prédiction qui se réalisa après la seconde guerre mondiale.

L'économiste Jean Monnet avait très tôt noué des relations étroites avec des personnages influents du monde anglo-saxon, en particulier [Harry Hopkins](#), conseiller de Roosevelt qui avait conçu l'AMGOT.



Jean Monnet

Jean Monnet participe à la création [4] du [CFR](#) (Council on Foreign Relations) dès 1920. Ce think tank avait pour objectif initial d'éliminer la guerre par l'instauration d'une sécurité collective basée sur une intégration économique des nations accompagnée par un transfert de souveraineté des états à des organismes supranationaux.

Le concept repose en fait sur un groupe de technocrates « nommé » et donc non élu qui prend les décisions, puis les gouvernements exécutent.

Ce qui allait s'appeler presque un siècle plus tard « l'Union Européenne » associée à son bras armé l'OTAN rappelle furieusement ces concepts des années 20.

Ce qui n'a jamais été annoncé et encore moins reconnu même ultérieurement sont les liens de subordinations planifiés avec les États-Unis de ces organismes à venir !

Ce n'est pas sans raisons que De Gaulle avait surnommé Jean Monnet « l'inspirateur », ce dernier fut à la source du « logiciel fondateur » [9] de toute l'idéologie européiste.

En effet cette idéologie avait fait des émules non seulement dans l'espace mais également dans le temps. Elle est aujourd'hui la base du fonctionnement de l'Union Européenne avec ses nombreux thuriféraires au pouvoir qui la défendent bec et ongles malgré ses échecs flagrants et répétés.

Jean Monnet avait une vision à très long terme [9] car il avait prévu dès la fin de la guerre le synopsis de cette construction brique par brique selon le principe de l'engrenage, une action irréversible en entraînant une autre sur un temps assez long afin que les populations ne se rendent compte de rien.

La vision de Jean Monnet était -de part sa formation- purement économique, en effet, il n'avait pas de compétences en politique et encore moins en histoire, domaine dans lequel il ne possédait aucune culture [9].

Il avait par ailleurs compris très rapidement que Charles De Gaulle allait être un obstacle à ce grand projet

comme le démontre la fameuse [lettre secrète de 1943](#) à Harry Hopkins (*) où il lui déclare que « De Gaulle doit être détruit ».

(*) Lettre connue depuis l'ouverture des archives.

La stratégie de Jean Monnet pour monter son grand projet consistera à rester en arrière plan et, comme il a toujours su le faire, à influencer les hommes de pouvoir.

Son premier acte fut la création du CECA en 1951 à travers son homme de paille Robert Schumann.

Mais au préalable, examinons un point fondamental sur la constitution allemande de 1949.

1949 : constitution souverainiste allemande et création de l'OTAN

En 1949, l'Allemagne fédérale s'est dotée d'une constitution encore en vigueur aujourd'hui, dont [la loi fondamentale](#) est d'empêcher son dirigeant ou son parlement d'instrumentaliser la démocratie au détriment du peuple [4].

[La cour constitutionnelle de Karlsruhe](#), gardienne de la loi, possède ainsi le pouvoir de refuser toute législation qui ne respecterait pas ce principe.

Contrairement à la France où la protection de la République est du ressort d'un seul homme, le président de la République, en Allemagne, c'est une cour collégiale de magistrats qui en est chargée.

La différence est fondamentale, en témoigne [les arrêts](#) rendus par cette cour, en particulier ceux de 1993 lors de Maastricht et surtout de 2009 lors du traité de Lisbonne.

Les traités européens sont donc potestatifs pour l'Allemagne et automatiques pour les autres pays [10].

Cette même année voit la création de l'[OTAN](#), un traité d'alliance militaire occidentale dont l'ennemi potentiel désigné est l'URSS qui fondera en réponse le [pacte de Varsovie](#) en 1955.

Ce traité comprend deux volets, d'abord une intervention automatique de tous les états signataires de l'alliance en cas d'agression, puis un commandement militaire intégré sous contrôle américain.

1950 : le CECA, premier pas vers la perte de souveraineté des états

La création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) fut annoncée par Robert Schumann (*), ministre des affaires étrangères, le 9 mai 1950. Ce dernier était en fait coraqué par son mentor Jean Monnet.

Officiellement, il s'agissait de rendre la guerre impossible entre la France et l'Allemagne en créant une entité supranationale concernant les moyens de fabriquer des armes, c'est à dire le charbon et l'acier.

Ce concept de supranationalité est au cœur de l'idéologie Monnet, il s'agissait de créer une première entité avec des pouvoirs supérieurs à ceux des nations [9].

Sans entrer dans la généalogie des événements, 60 ans après, le résultat du CECA fut la destruction de la sidérurgie française avec le [rachat puis la délocalisation de cette dernière](#) par l'indien Mittal. Les allemands moins stupides, avaient pris une participation étatique majoritaire dans la leur pour la protéger de toute OPA hostile, conservant ainsi la mainmise sur leur sidérurgie malgré le CECA...

(*) Robert Schumann, homme pusillanime et sans personnalité était un membre influent du MRP, parti démocrate chrétien. L'ascension de ce parti fut permise à la fin de la guerre par la disgrâce des partis collaborationnistes de droite et du centre [5].

1954 : tentative de création de la CED, défense européenne

Jean Monnet connut son premier échec lorsqu'il tenta un gros coup avec la proposition pour une [Communauté Européenne de Défense](#) (CED).

En effet, sur fond de la question du réarmement de l'Allemagne, la stratégie de transfert de souveraineté au profit des États-Unis se poursuit.

La CED est une tentative pour la création d'une armée européenne dont le commandement serait confié à l'OTAN, autrement dit aux américains.

Le sujet étant cette fois très sensible pour le monde politico-médiatique français, un clivage aussi fort que lors de l'affaire Dreyfus apparaît alors dans le débat.

Préfigurant sa future politique d'indépendance nationale, le projet est violemment rejeté par le général De Gaulle.

Bien que quatre des six pays concernés aient ratifié le projet, ce dernier est rejeté par la France le 30 août 1954 signant par cet acte son arrêt de mort.

Le volet militaire s'étant donc avéré un sujet très sensible, la relance de la construction européenne retourna sur un plan strictement économique avec la création de la CEE en 1957.

1957 : création de la CEE, Communauté Économique Européenne

Les [négociations de la fin des années 50 aboutirent au traité de Rome](#) en 1957 qui établit la [CEE](#) appelée aussi « marché commun ».

Toujours dans un esprit supranational à venir, ce traité a été conçu dès le départ pour être évolutif, il fut en effet modifié à de nombreuses reprises comme on le verra par la suite avec le [TFUE](#).

La CEE n'était pas une simple zone de libre échange mais un principe incluant la mise en place d'une politique commune (notamment agricole avec la [PAC](#)) entre les six signataires initiaux (*) avec suppression progressive des droits de douanes entre ses membres.

La Grande Bretagne en fut exclue à la demande de la France pour cause de trop grande interdépendance avec les États-Unis, en particulier dans le domaine de la défense.

Dans un premier temps, opposé au marché commun, le général De Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, avait finit par le ratifier car il ne représentait alors qu'un traité commercial sans transferts de souveraineté. Dans son esprit, ce traité devait accélérer la modernisation de l'économie française et il anticipait déjà son contrôle par les états à travers le futur [plan Fouchet](#).

Par ailleurs, la souveraineté monétaire restait intacte avec les banques centrales et les monnaies sous contrôles souverains. Cette dernière permit la [dévaluation réussie](#) de la monnaie en 1958 avec l'apparition du nouveau Franc.

Le marché commun des années 60 s'avéra finalement une réussite avec une longue période de croissance pour les membres de la CEE.

Pour mémoire, citons [Euratom](#), le second traité signé également en 1957, mais qui est tombé dans l'oubli.

-> En 1957, la CEE regroupe donc 6 pays (*).

(*) France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.

1962 : désarrimage de l'Europe et des États-Unis avec le plan Fouchet, le vrai visage de l'Allemagne

Dans la foulée de son retour au pouvoir en 1958, le général De Gaulle tenta de proposer un plan d'union européenne qui excluait la dépendance aux États-Unis et conservait la souveraineté des états : le [plan Fouchet](#).

Ce dernier, malgré des négociations très avancées fut finalement rejeté en 1962 par les autres pays membres de la CEE, en particulier par les Belges (*). Les raisons exactes de cet échec restent relativement obscures même si l'on note le refus d'une hégémonie franco-allemande par les « petites » nations, à laquelle fut préférée la protection militaire américaine à travers l'OTAN.

Cela mis en évidence les divergences de choix politiques et d'intérêts géopolitiques entre les pays d'Europe. Notons que la période ne fut pas propice à cette proposition gaulliste avec le regain de tension est/ouest lié à la [crise des missiles de Cuba](#).

Durant les mandats gaullistes, la construction européenne en resta au stade de la CEE. En effet, les thuriféraires des politiques supranationales, émules de Jean Monnet, étaient alors dans l'opposition au régime.

Charles De Gaulle revint à la charge avec le [traité franco-allemand de l'Élysée](#) qui tenta à nouveau de désarrimer l'Allemagne des États-Unis. Ce dernier bien que signé en 1963 fut vidé de sa substance par le préambule voté [unilatéralement par le Bundestag](#) qui réaffirmait sans ambiguïté le lien transatlantique.

Cet acte très significatif montre le choix atlantiste des élites allemandes post seconde guerre mondiale, choix qui sera confirmé en 2004 par un accord officiel entre ces deux pays avec une France soigneusement tenue à l'écart.

(*) Marie-France Garaud estime quand à elle que ce sont les américains qui ont influencé les Belges ([Paul Henry Spaak](#)) pour qu'ils s'opposent à ce plan (vidéo [ici](#)).

1966 : Charles De Gaulle quitte le commandement intégré de l'OTAN

Après avoir tenté en vain d'obtenir un siège dans la direction de l'alliance aux côtés de la Grande Bretagne et des États-Unis, le président De Gaulle décide de quitter le commandement intégré de l'OTAN.

Cette décision assure l'indépendance de la défense nationale avec le départ de plus de 60 000 américains du sol Français. La France reste cependant solidaire des accords d'intervention automatique en cas d'agression d'un pays de l'alliance.

1972 : l'élargissement de l'union, premier accroc au Gaullisme

En 1972, le président Pompidou organise un [référendum](#) pour demander au peuple s'il souhaite élargir l'union à 4 autres pays dont la Grande Bretagne.

Après un résultat favorable, l'union [s'élargit de trois nouveaux pays](#) avec le Danemark, l'Irlande et le Royaume Unis (le peuple Norvégien l'ayant refusé par référendum).

-> En 1973, la CEE regroupe donc 9 pays.



Valéry Giscard d'Estaing

1974... : Valéry Giscard d'Estaing, le conseil européen et l'élection du parlement (1976)

Il fallu attendre le [mandat de Valéry Giscard d'Estaing](#) surnommé VGE, un fédéraliste proche de l'idéologie Monnet (*), pour revoir pointer une nouvelle avancée des européistes avec la formalisation du [conseil européen](#) et l'élection du parlement au suffrage universel.

La création d'un parlement au niveau de l'Europe n'est pas anodine, en effet, ce dernier sert à voter des réglementations et des lois en lieu et place des états.

Par ailleurs, ce dernier n'allait pas tarder à devenir le [paradis des lobbyistes](#) de tous poils, mandatés en particulier par les multinationales.

*Avec 30 000 représentants de tous les groupes de pression imaginables et connaissant la probité de l'eurodéputé moyen (**), nous sommes entre de bonnes mains !*

Autre problème majeur, parmi les multiples textes de loi et autres réglementations européenne signés chaque année, les députés qui les ratifient ne comprennent en général pas ce qu'ils font [11].

En 1976, Valéry Giscard d'Estaing officialisa à Washington la naissance de la [French American Fondation](#). Cet organisme destiné à « renforcer » les liens France/USA, a lancé en 1981 le fameux programme des « [Young leaders](#) » dont on reparlera plus loin.

VGJ fut nommé par la suite responsable de la [convention européenne](#) de 2001 qui établit un projet de constitution pour l'Europe.

(*) Peu de temps avant sa mort, Jean Monnet avait rendu visite en 1977 à Giscard à l'Élysée, en partant il lui déclara [9] : « *J'ai vu que vous aviez compris que la France était trop petite pour résoudre seule ses problèmes* »

(**) Les eurodéputés sont classés en 3 groupes par les lobbyistes : ceux qui sont sensibles aux « gestes de bonne volonté », ceux qui ne le sont pas (les incorruptibles ?), et ceux qui sont à approcher avec doigté [11]

1978 : le sursaut chiraquien et le discours de Cochin

Jacques Chirac qui s'est toujours dit Gaulliste, a prononcé en 1978 un discours musclé qui présentait clairement les risques induits par les élections des députés européens au suffrage universel.

Était plus particulièrement visé le président Valéry Giscard d'Estaing, l'un des plus ardents soutiens de cette élection.

Les députés européens allaient obtenir un pouvoir supranational pour voter des réglementations potentiellement dangereuses pour notre pays, ce dernier n'allait peser que pour [81 sièges sur 410 députés au total](#).

Ce discours entré dans l'histoire sous le nom d'[appel de Cochin](#) (allusion à l'appel du 18 Juin), fut rédigé par [Marie France Garaud](#) et [Pierre Juillet](#), ses deux plus proches conseillers, Gaullistes véritables. On y parle notamment du « parti de l'étranger » faisant un parallèle allusif entre l'[UDF](#), le parti démocrate chrétien de Giscard et le régime de Vichy.

Jacques Chirac a probablement prononcé ce discours pour des raisons de stratégie politique, ce dernier étant connu pour ses célèbres palinodies mises au service de sa carrière [11].

En effet, l'homme était un opposant politique à Giscard tout en restant dans sa majorité. Cette ambiguïté a probablement induit l'échec de son parti aux élections suivantes, signant l'éviction de ses deux conseillers.

1981 : L'entrée de la Grèce dans la CEE.

L'entrée de la Grèce dans la CEE en 1981, malgré une économie inadaptée, préfigura les élargissements inconsidérés auxquels on allait assister par la suite.

Elle entra ultérieurement dans la zone Euro en 2001 grâce à la banque oligarchique Goldman Sachs qui masqua le déficit abyssal de cet état à l'aide d'une [opération financière dolosive](#).

-> En 1981, la CEE regroupe 10 pays.

1981 à 1988 : Le premier mandat de François Mitterrand et le cas Delors

De grands espoirs avaient été placés par les Français en mai 1981 lorsque François Mitterrand défendant une politique de gauche avait pris le pouvoir.

Contrairement à la tendance récente, ce dernier avait appliqué dès le début de son mandat le programme pour lequel il avait été élu. Personnage d'un égotisme rare, sa motivation principale était d'inscrire son nom dans l'histoire avec un grand projet de gauche.

Cependant, le résultat de ce dernier fut un échec avec l'explosion du chômage et des déficits.

Le président Mitterrand suivit alors certains de ses conseillers, comme son ministre des finances [Jacques Delors](#), qui lui recommandèrent d'appliquer une politique économique libérale en prenant en 1983 le [tournant de la rigueur](#).

C'est de cette époque que date le retournement du P « S » vers les idées de la droite libérale, fait historique ayant éradiqué le clivage droite/gauche.

Son grand projet initial ayant échoué, François Mitterrand se mit à la recherche d'une alternative, toujours avec la même motivation de passer à la postérité.



Jacques Delors

Jacques Delors est à l'origine un adepte des thèses démocrates-chrétiennes avec ses engagements dans la [CFTC](#) et le [MRP](#). Rappelons que cette mouvance a déjà été évoquée avec le [PDP](#) dans la liste de ceux qui ont contribué à la défaite de 1940.

Jacques Delors fait partie de ces nombreux politiciens () dont la vision du futur, depuis 40 ans, s'est avérée totalement démentie par les faits.*

Ce dernier, grand adepte des idées de Jean Monnet, a finalement réussi à convaincre François Mitterrand de relancer le grand projet européen et d'appliquer le vieux « logiciel Monnet ».

Delors croyait en des « vents dominants » de la mondialisation qui « se fera avec ou sans nous » [9].

Il pensait qu'en étant à la manœuvre, il serait possible de louvoyer entre ces vents afin de tracer une route plus favorable à la France.

Président nommé, et donc non élu de la commission européenne de 1985 à 1995, il posa donc la première brique d'un hypothétique fédéralisme européen avec l'Acte unique bientôt suivi par le traité de Maastricht.

En 1985, [l'accord de Schengen](#) pour la suppression des frontières intérieures à l'union fut signé puis appliqué en 1990.

(*) Citons également l'inénarrable Jacques Attali qui est une véritable boussole inversée.

1986 : l'acte unique de Jacques Delors

Dans l'esprit des supranationalistes, le prérequis à une Europe fédérale est de supprimer toutes barrières à la circulation des personnes, des biens et surtout des capitaux.

C'est exactement le sens de l'[Acte unique](#) de 1986 qui effectue cette fois une modification majeure du traité de Rome de 1957.

Les conséquences de ce traité furent visibles bien plus tard avec les délocalisations industrielles vers les pays à bas salaires, l'augmentation du chômage et le rachat des grandes entreprises françaises par des actionnaires anglo-saxons. Il favorisa également l'[évasion fiscales des multinationales](#) lors des élargissements ultérieurs vers des paradis fiscaux.

Tout ceci n'est que l'aboutissement de l'application de la doctrine unique européenne et panglossienne du libre échange total appliquée depuis 30 ans [13].

Au passage, on en profita pour effectuer le [troisième élargissement de la CEE](#) avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal.

-> En 1981, la CEE regroupe 12 pays.

L'étape suivante fut la ratification du Traité de l'Union Européenne (TUE) plus connu sous le nom de traité de Maastricht.

1992 : le traité de Maastricht, perte de la souveraineté budgétaire

La réunification de l'Allemagne en 1990 fit craindre à François Mitterrand que cette dernière renoue avec ses anciens rêves de puissance.

Ce que l'on croit savoir aujourd'hui de cette période historique est que François Mitterrand aurait soutenu la réunification à condition que l'Allemagne abandonne son Mark au profit d'une monnaie unique. D'après François Mitterrand, une monnaie unique « clouerait » l'Allemagne à ses partenaires européens.

Helmut Kohl aurait [ainsi donné son accord](#) à condition que la future banque centrale européenne soit indépendante du pouvoir politique selon le modèle allemand. Cela revient à dire que le chancelier allemand voulait le Mark pour tout le monde !

Ce fut la principale mesure du traité de Maastricht qui permit de préparer le futur passage à une monnaie unique.

Il s'agit donc bien d'une décision politique, décision qui nous a coûté cher par la suite malgré les [« merveilles » promesses](#) faites à l'époque.

Le traité de Maastricht, dont le contenu est volontairement abscons, est donc la première évolution majeure du traité de Rome.

Il est basé sur un principe directeur énoncé en première page où l'on parle d'un **« marché où la concurrence est libre et non faussée »** associé avec quatre axes fondamentaux :

- Communauté européenne
- Politique étrangère et de sécurité commune
- Coopération policière et judiciaire
- Union monétaire

La principale mesure de ce traité concerne l'union économique et monétaire [UEM](#), avec les fameux critères de convergence destinés à préparer les pays concernés au passage à la future monnaie unique.

Ces critères incluent en particulier :

- le contrôle strict de l'inflation
- la limitation du déficit annuel à 3% du PIB national
- la limitation de la dette à 60% du PIB

Le traité de Maastricht se nomme [TUE](#), Traité de l'Union Européenne, l'autre traité fondamental est le [TFUE](#), Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne remplacé ultérieurement par le traité de Lisbonne.

Les critères de convergence ont induit pour la France des années 1990 une explosion des déficits liés à une [politique économique expansionniste](#) décidée pour ne pas pénaliser la croissance.

Ce traité est le premier traité européen qui fit perdre une grande part de souveraineté à la France, faisant très justement dire à Marie France Garaud qu'il rappelait furieusement le traité de Troyes en 1420 avec Chirac dans le rôle de Charles VI ! [11]

1993 : élargissement avec 3 nouveaux pays

Un nouvel élargissement avec 3 petits pays (*) est décidé, contribuant à diluer encore le poids de la France noyée dans un ensemble de 15 pays.

(*) Finlande, Suède, Autriche.

1999 : la création de l'Euro

Comme prévu, la monnaie unique entre en vigueur en 1999 avec un premier groupe de 11 pays.

La Banque Centrale Européenne (BCE) fut localisée à Francfort, sous pilotage allemand de fait, grâce à la loi fondamentale de la constitution de 1949 associé au contrôle très strict de la cours de Karlsruhe.

Le mandat de la BCE, décidé par l'Allemagne pour son intérêt seul, consiste à contrôler l'inflation à travers le [NAIRU](#), et donc au détriment de l'emploi [9].

Les conséquences de la monnaie unique sur l'économie de la France fut dévastatrice, avec une monnaie trop forte et la perte des leviers techniques financiers, comme la dévaluation, la gestion des taux d'intérêts et la monétisation (*).

Les résultats, analysés par des économistes sérieux ([Sapir](#), [Todd](#), [Krugman](#),...), sont aujourd'hui visibles de tous [14] :

- croissance en berne
- chômage en expansion continue
- déficits systématiques de l'état
- balance commerciale en déficit chronique

(*) Même si cette dernière était déjà prohibée par la loi [Pompidou/Giscard de 1973 reprise dans le traité de Maastricht, article 104](#).

Le traité de Maastricht a ensuite subi deux révisions avec les traités d'[Amsterdam](#) (1997) et de [Nice](#) (2003). Ces révisions concernaient la prise en compte de l'extension de l'UE vers l'est.

2003 : élargissement massif à l'est de l'UE et de l'OTAN en violation des engagements vis à vis de la Russie

Un certain nombre de petits pays de l'Europe orientale se pressaient au portillon pour entrer dans l'UE et dans l'OTAN.

Un référendum fut effectué en 2001, en Irlande au sujet de l'élargissement, après un résultat négatif, on fit revoter les Irlandais qui cette fois « votèrent correctement » avec un « oui ».

Le 9 avril 2003, l'élargissement est accordé à pas moins de 10 pays supplémentaires : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Chypre, Malte.

-> En 2003, l'UE regroupe 25 pays.

Cette fois, les véritables motivations des décideurs de l'UE apparaissent au grand jour. On fit entrer dans l'union des paradis fiscaux, des pays à très bas salaires et d'anciens pays de l'est précédemment sous la coupe de l'URSS....

Une trahison de la parole donnée à la Russie

Cet élargissement entra en violation directe d'un [engagement pris en 1990](#) entre le secrétaire d'état américain James Baker et Mikael Gorbatchev. Ce dernier avait reçu l'assurance que l'OTAN ne s'étendrait jamais vers les anciens pays du bloc soviétique.

Vingt ans plus tard, l'accord est violé par les atlantistes.

Cette stratégie est en fait l'illustration du « confinement » de la Russie par les américains théorisée par Zbigniew Brzezinski [15].

L'UE, en bon toutou des américains, appliqua donc la politique de l'empire et joua ainsi le rôle de cheval de Troie au profit des États-Unis.

Le premier objectif était de justifier l'entrée de pays au voisinage de la Russie dans l'OTAN, sous commandement militaire américain.

2001 – 2009 : Giscard le retour, le projet de constitution européenne et la trahison du référendum français

Dernier acte en date du montage européiste, le projet de constitution européenne conçu sous la direction de Valéry Giscard d'Estaing

Acte 1 : Travaux de préparation du projet

Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, une commission appelée « [Convention pour l'avenir de l'Europe](#) » élabore entre 2002 et 2004 un projet de traité pour une constitution européenne.

Acte 2 : 2004, signature du traité par les chefs d'état

Après plusieurs passes de négociations, le traité est signé le 29/10/2004 par les 25 chefs d'états ou de gouvernements de l'UE.

L'étape suivante consistait à faire ratifier le traité par les états membres afin qu'il devienne légalement applicable.

Acte 3 : 2005, processus de ratification par les 25 pays

Il existe deux possibilités légales pour ratifier un traité, la voie parlementaire ou le référendum.

La majeure partie des pays choisirent la voie parlementaire sauf l'Espagne, la France et les Pays Bas.

Acte 4 : Deux référendums disent « non » au traité : France et Pays Bas

Le célèbre référendum de 2005 organisé en France par Jacques Chirac (*) présenta un taux de participation élevé avec 70% de votants.

Jacques Chirac qui défendait le camp du « oui » n'avait même pas lu le traité ! [11]

[Avec 55% des voix](#), ce dernier fut rejeté massivement par les Français. Le résultat fut identique aux Pays-Bas.

(*) Notons que Jacques Chirac, pour la seconde fois après l'Irak, prit une bonne décision pour le pays.

Acte 5 : 2009, quand les élus Français trahissent la volonté populaire

Lors du mandat de Nicolas Sarkozy, il fut prétendu que des modifications majeures furent apportées au traité pour tenir compte du référendum [12].

En réalité, le nouveau traité fut un copié/collé du précédent et il fut, cette fois, ratifié par voie parlementaire [avec la complicité des députés P « S »](#) (*).

La liste de ceux qui ont voté « pour » est [ici](#).



Nicolas Sarkozy

Cet acte est sans conteste un cas de [haute trahison](#) des élites au pouvoir, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, et allant à l'encontre d'une décision souveraine du peuple [12].

En effet, un référendum a plus de poids qu'une décision prise par les élus qui ne sont que les représentants du peuple.

(*) Ce vote n'est pas sans rappeler celui de 1940 qui donna les pleins pouvoirs à Pétain.

2007 – 2013 et au delà, Les élargissements récents et à venir

En 2007, la Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'union, en 2013, c'est au tour de la Croatie.

L'extension anarchique et sans limites vers la quasi totalité des pays candidats se poursuit sans relâche.

Pour entrer dans l'UE, hormis le fait de ne pas être Russe, il suffit de respecter une série de critères rappelant

les « [21 conditions de Moscou](#) » établies par Lénine en 1920 pour intégrer une nation à l'[internationale communiste](#).

Le dernier pays candidat à l'union est la Turquie islamiste, [complice des terroristes de Daesch](#) dans leur conquête d'un grand califat international.

-> En 2013, l'UE compte 28 pays.

Pendant ce temps, les Allemands...

Au début du 21e siècle, deux faits majeurs, passés inaperçus ici, ont eu lieu en Allemagne.

2004 : signature du pacte germano-américain

Le 27 février 2004, le chancelier Schroeder rencontre W. Bush à la Maison Blanche et signe « l'[Alliance germano-américaine pour le XXIe siècle](#) » .

Cet accord a montré qu'à l'instar du préambule au traité de l'Élysée de 1963, l'Allemagne reste tournée en priorité vers les États-Unis.

Les élites allemandes veulent une hégémonie atlantiste qui proliférerait jusqu'au moyen-orient sous leadership européen de l'Allemagne.

Nous sommes bien loin du couple franco-allemand tant vanté par les médias franco-français, il serait plus judicieux de parler de « cocufiage » !

En 2009, la cours de Karlsruhe fixe des limites strictes à la supranationalité

En 2009, la cours constitutionnelle de Karlsruhe a rendu un arrêt dont les médias français se sont bien gardé de rendre compte.



La cours de Karlsruhe

En effet, la cours a considéré qu'il n'existe pas de peuple européen, et qu'il ne peut exister de souveraineté européenne. Elle a donc fixé des limites absolues aux transferts de compétences de l'état allemand aux instances européennes.

Emmanuel Todd a brillamment analysé le sujet, en effet, les nations européennes possèdent des structures familiales historiques différentes, elles ne partagent donc pas les mêmes valeurs [13].

L'OTAN...suite et fin : une organisation anachronique, délétère et belliqueuse

L'OTAN, dont la genèse a été évoquée plus haut aurait du être dissoute lors de la disparition de l'URSS qui était sa seule raison d'être.

Cette organisation américaine a connu une crise existentielle dans les années 1990.

La seule réponse trouvée par les « néocons » américains pour maintenir le zombie OTAN en vie fut de diaboliser la Russie renaissante de Poutine et d'en faire un ennemi créé de toutes pièces.

Ce fut une application directe de la nouvelle [doctrine géostratégique](#) élaborée par [Zbigniew Brzezinski](#) [15], l'éminence grise des présidents américains qui élaborera la politique étrangère US post-soviétique.

L'entrée dans l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) des ex-pays de l'est est un non sens absolu, en effet, peut on considérer que la Bulgarie ou la Roumanie sont situées dans l'Atlantique nord ?

La Russie de Poutine, quand à elle, ne rêve que de commercer pacifiquement avec l'ouest, mais cette Europe la rejette sur influence américaine.

Cette politique contraire à nos intérêts (sanctions, etc...) continue contre vents et marées à être appliquée.

Les méthodes d'influence américaines vers les élites Françaises

Le principal outil d'influence des États-Unis envers les élites françaises est la [French American Fondation](#) fondée en 1975 (leur site [ici](#)).

Le programme « [Young leaders](#) » lancé en 1981 consiste à sélectionner chaque année 20 français et américains potentiellement destinés à occuper ultérieurement des postes clés.

Une formation de 10 jours permet alors de formater ces élus selon l'idéologie atlantiste.

L'[annuaire de cette organisation](#) est par ailleurs très instructif (*) et on y apprend par exemple que François Hollande fait partie de la promotion 1994.

(*) Laurent Joffrin, Alain Juppé, Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg, Pierre Moscovici, Najat Vallaud Belkacem, Alain Minc, etc...

Les conséquences de la politique libérale de l'UE et de la monnaie unique, les 1% contre les 99%

Dans un premier temps, l'ouverture au libre-échange des capitaux et des marchandises (acte unique) a induit une désindustrialisation du pays avec les délocalisations vers les pays à bas salaires.

Le chômage s'est donc amplifié, induisant des baisses de rentrées fiscales et donc un premier axe d'augmentation des déficits.

Le second axe majeur ayant provoqué la chute des recettes de l'état concerne [l'évasion fiscale massive des multinationales](#) vers les paradis fiscaux de l'UE et d'ailleurs.

Et comme cela ne suffisait pas, le [MEDEF](#) avec son président actuel [Pierre Gattaz](#) a proposé des réductions de charges pour « améliorer la compétitivité » des entreprises dégradée par la libre concurrence.

Le dernier avatar de cette politique est le [pacte de compétitivité](#) qui avait pour but, en échange des baisses de charges, de lancer des embauches massives de la part des entreprises.

Ces baisses, non compensées par de nouveaux impôts, ont dégradé encore plus les rentrées fiscales, mais les entreprises n'ont pas embauché pour autant.

Elles ont en fait augmenté les dividendes aux actionnaires (les 1%), l'exemple de [Radiall](#), la société du président du MEDEF Pierre Gattaz est éloquent, voir [ici](#).

Le chômage ayant explosé dans les pays du sud ainsi qu'en France, une banque centrale nationale souveraine aurait eu à sa disposition des leviers monétaires pour améliorer la compétitivité des pays à l'exportation.

Cependant, le passage à la monnaie unique a mutualisé ces outils vers la Banque Centrale Européenne pilotée de fait par l'Allemagne.

Il n'existe donc plus aucun outil monétaire national pour corriger les déséquilibres, la seule variable locale d'ajustement restante concerne les salaires.

C'est pourquoi on assiste, [sur ordre de Bruxelles](#), aux fameuses « réformes » telles que la loi travail [EL Komery](#) et la remise en cause du SMIC de plus en plus évoquée.

Pour réduire les déficits, Bruxelles, représentant les lobbies oligarchiques, [impose de tailler dans les dépenses](#) sociales (assurances chômage, maladie, etc...) sous couvert de la règle des 3% de déficit autorisés au maximum.

Tous ces points sont décrits dans les médias par une phrase clé de pure langue de bois :

« *Il faut avoir le courage de faire les réformes nécessaires au redressement et à la modernisation du pays* ».

Dans cette phrase, dont la rhétorique dit l'inverse de la réalité (*), chaque mot est soigneusement pesé pour masquer l'objectif de paupérisation et précarisation des populations ([les 99%](#)) au profit des actionnaires ([les 1%](#)). Le processus a déjà été testé en Grèce, Espagne et Portugal avec les succès que l'on sait.

Ce mécanisme permet en réalité aux 1% de siphonner les revenus des 99% à leur profit, et d'augmenter sans limites leurs avoirs.

L'analyse ci-dessous démonte avec pertinence toute la duplicité de la rhétorique médiatique :

(*) En réalité, il s'agit de régressions présentées comme des progrès !

5. CONCLUSION

Comme on vient de le voir, l'histoire nous enseigne qu'à intervalle régulier, les élites françaises tentent d'inféoder la nation aux puissances étrangères dominantes.

Parfois, un personnage d'exception comme Jeanne d'Arc ou Charles De Gaulle se révèle et arrive à lui seul à renverser la vapeur.

La situation actuelle entre à l'évidence dans cette catégorie avec le triptyque Union Européenne/Euro/Otan que l'on nous présente comme inéluctable et bénéfique pour les peuples.

En réalité, ce dernier consiste en une double inféodation :

- 1) Politique et militaire envers les États-Unis sous le leadership européen de l'Allemagne.
- 2) Économique vis à vis des multinationales et de la finance débridée à travers le puissant lobbying Bruxellois.

La novlangue orwellienne est utilisée à fond dans les médias pour justifier la casse « à la Grecque » de l'ensemble des protections sociales acquises au siècle dernier après des dizaines d'années de lutte. Des réformes rétrogrades sont justifiées par les déficits chroniques des états. Ces derniers sont issus de l'évasion fiscale massive et des multiples cadeaux fiscaux faits aux grandes entreprises pour, a t'on prétendu, les aider à lutter contre la concurrence mondialisée des marchés ouverts à tous les vents.

On a constaté, avec une logique d'hubris du toujours plus, que l'oligarchie a réussi à ouvrir plusieurs canaux pour siphonner les ressources des peuples à son profit.

Le concept des États-Unis d'Europe est pour l'instant un oxymore car les nations de notre continent possèdent des valeurs et des intérêts divergents ainsi qu'une histoire qui leur est propre.

Il n'existe pas de peuple européen comme les Allemands l'ont très bien compris.

On peut parler, à minima, d'une civilisation occidentale judéo-chrétienne commune.

Que faire pour sortir de ce carcan qui nous mène à notre perte ?

La réponse est dans la question, il faut sortir de ces 3 organisations délétères afin de recouvrer notre souveraineté avec les armes qui lui sont associées.

Un seul parti politique base son programme sur cette triple sortie : l'[UPR](#). Cependant, ce dernier n'est pas médiatisé et n'apparaît pas dans les sondages car il ne fait pas partie de l'« offre politique » des sondeurs [11].

La sortie de l'UE est prévue par les traités avec l'[article 50 du TFUE](#). Même si cet article n'existait pas, en cas de sortie par décision de la France, il y a peu de chances que nous subissions une invasion par l'armée européenne pour nous ramener à la raison !

Par ailleurs, si la France sort, elle entraînera à coup sur les pays du sud [13].

En parallèle, il peut être envisagé de remonter une union d'états souverains avec ceux qui voudront nous suivre dans cette nouvelle voie.

L'intégration dans ce futur ensemble de la Russie, située dans notre continent, est une évidence comme l'avait prédit le général De Gaulle avec son fameux « [une Europe de l'Atlantique à l'Oural](#) » qui est une vérité cardinale.

Cet ensemble finira par se constituer car il va dans le sens naturel de l'histoire du continent européen. Il formera alors une véritable puissance indépendante capable de se mesurer aux États-Unis, Chine et autres super-puissances en devenir.

Liens

- [1] « Histoire de France » – François Asselineau – Conférence Youtube [ici](#).
- [2] « Le miroir aux alouettes » -Michel ONFRAY
- [3] « La Commune – Monsieur Thiers » – Henri Guillemin – Vidéo [ici](#).
- [4] « Impostures politiques » – Marie France Garaud (2010)
- [5] « Aux origines du carcan européen » – Annie Lacroix Ritz (2015)
- [6] « L'affaire Pétain – 1940, le but est atteint (6/12) » – Henri Guillemin – Vidéo [ici](#).
- [7] L'affaire Pétain – Un étrange maréchal (5/12) – Henri Guillemin – Vidéo [ici](#).
- [8] [Extrait de « C'était de Gaulle » par Alain Peyrefitte](#) (source UPR).
- [9] « La faute à Mr Monnet » – Jean Pierre Chevennement (2005)
- [10] « Ce soir ou jamais » du 10/05/2013 – Marie France Garaud – Extrait [ici](#).
- [11] « [Le moment est venu de dire ce que j'ai vu](#) » – Philippe De Villiers (2015)
- [12] « [Les 4 cas de haute trahison commis par Sarkozy](#) » – sur ce site.
- [13] « Après la démocratie » – Emanuel TODD – 2008
- [14] « [L'Euro contre la France](#) » – Jacques Sapir sur son [blog](#).
- [15] [La géopolitique du moyen orient expliquée à Hollande, Fabius et autres imposteurs qui nous gouvernent](#) – sur ce site.

Adresse de cet article :

<https://zevengueur.wordpress.com/2016/06/12/de-jeanne-darc-a-latlantisme-europeiste-600-ans-de-trahisons-des-elites-francaises/>